

ARTS DE LA TABLE

Arc International veut céder son activité de distribution

Arc International, le leader mondial des arts de la table, cherche des acquéreurs pour son activité de distribution. Le groupe familial, connu pour ses marques Luminarc ou Pyrex, avait fait l'acquisition de 4 grossistes associés au sein du groupement Fliba en 2004.

A l'époque, ces entreprises réparties entre le Nord, la Saône-et-Loire, les Deux-Sèvres et le Gard pesaient plus de 200 millions d'euros de chiffre d'affaires. Elles ont été regroupées au sein d'une nouvelle entité, Arc Distribution France (ADF), une filiale qui est aujourd'hui le premier grossiste des arts de la table en France, selon le verrier, avec un tiers de part de marché dans les grandes et moyennes surfaces. Le chiffre d'affaires de cette entité a été ramené à 100 millions d'euros et cette activité serait en perte depuis plusieurs années.

Encore confronté à de lourdes difficultés, le spécialiste des arts de la table a annoncé lundi aux partenaires sociaux qu'il souhaitait céder les activités commerciales et logistiques de cette société. Cette vente doit lui permettre de se recentrer sur son savoir-faire.

« Depuis 2007, le groupe poursuit un recentrage sur son cœur de métier, qui est la conception, la production et la commercialisation de produits

des arts de la table et de la cuisine. Cette stratégie permet de rétablir progressivement la compétitivité de ses opérations industrielles en France », a indiqué hier Arc International. Même si le verrier est revenu dans le vert en 2010, pour la première fois depuis six ans, et a vu ses ventes progresser de 8 %, passant le cap du milliard d'euros, il poursuit ses restructurations.

Réseau de grossistes

Après avoir divisé par 2 ses effectifs en dix ans, sans licenciements, le groupe doit encore supprimer 451 postes d'ici à mars 2012 sur son site historique d'Arques (Pas-de-Calais) pour le ramener à moins de 6.000 salariés. Il mise sur les départs volontaires. L'enjeu est de réduire de 20 % les coûts d'ici à mars.

En France, Arc International travaillera désormais comme il le fait à l'étranger, avec un réseau de grossistes partenaires. Pour rassurer les quelque 350 salariés d'Arc Distribution, la direction a souligné que « la groupe aura pour objectif d'identifier le meilleur partenaire pour préserver l'emploi et pérenniser l'avenir d'ADF ».

Au total, le verrier emploie 11.700 salariés dans le monde et compte des sites de production aux Etats-Unis, en Chine et dans les émirats arabes.

D. CH.

EN BREF

RENAULT. Le nouveau numéro deux de Renault, Carlos Tavares, a estimé hier que le constructeur devrait réaliser de meilleures ventes dans le monde au second semestre qu'au premier, marqué par les conséquences du séisme au Japon.

CONOCOPHILLIPS. La Chine a annoncé hier l'ouverture d'une enquête sur l'éventuelle responsabilité du groupe pétrolier américain dans une marée noire sur la côte Est du pays, dont les autorités ont caché l'existence depuis un mois.

LAIT. Les industriels du lait (Atla) « ne veulent pas supporter seuls la hausse du prix du lait de 20 % sur deux ans ». En 2011, le lait atteindra un des niveaux les plus élevés de ces dernières années. Ils réclament une valorisation de leurs produits à la distribution.

Bombardier : 1.423 emplois supprimés en Angleterre après la perte d'un gros contrat

La branche ferroviaire du groupe canadien Bombardier a annoncé hier la suppression de 1.423 emplois dans son usine anglaise de Derby, suite à la perte d'un important contrat au profit de son rival allemand Siemens. Les suppressions d'emplois portent sur 446 postes permanents et 983 postes à durée déterminée, sur un total de 3.000 personnes, a précisé le groupe. La filiale britannique de Bombardier Transport a expliqué cette décision notamment par la perte mi-juin d'un contrat portant sur la livraison de 1.200 rames pour le réseau ferroviaire Thameslink, qui relie le nord de Londres à la ville de Brighton. Ce contrat avait été accordé par le gouvernement au constructeur allemand Siemens.

Les ventes de maillots de bain ont bondi de 18 % l'an dernier



Les ventes de maillots de bain ont décollé l'an dernier. Le chiffre d'affaires du secteur a bondi de 18 %, pour s'établir à 313,5 millions d'euros, contre 265,4 millions l'année précédente, selon l'Institut français de la mode. Et cette tendance à la hausse se maintiendrait sur le début 2011, grâce aux températures estivales enregistrées au printemps. Sans surprise, ce sont les femmes

qui achètent en majorité des maillots de bain (64,2 %). La part des maillots pour les enfants s'établit à 16,7 %. En moyenne, un maillot de bain est renouvelé tous les deux ans et dix mois. Toutes les tendances de la prochaine saison seront présentés du 9 au 11 juillet à Paris au Salon Mode City, réservé aux professionnels.

La cession de Quartier Français Spiritueux suspendue par l'Autorité de la Concurrence

L'Autorité de la concurrence a suspendu le processus de vente de la division spiritueux de Quartier Français par le sucrier Tereos à la Cofepp, qui contrôle La Martiniquaise et Bardinet. Elle considère que « l'opération soulève des doutes sérieux et nécessite l'ouverture d'un examen approfondi ». Au cours de cet examen, susceptible de durer soixante-cinq jours, voire plus, l'administration s'attachera à déterminer si « l'opération est de nature à porter atteinte à la concurrence dans le secteur du rhum et dans la fourniture de divers spiritueux à la grande distribution ». A l'issue de l'enquête, la Cofepp (rhum Dillon, vodka Poliakov, le whisky Label 5) pourrait être contrainte de céder certains actifs de Quartier Français.

BIENS D'EQUIPEMENT

La fédération du pesage a effectué un test sur 37 produits importés. 36 n'étaient pas aux normes. Le bureau de métrologie conteste ce résultat. D'autres secteurs industriels se mobilisent pour barrer la route aux articles non conformes.

Pesage : les Chinois accusés de ne pas respecter les normes

Face au risque de voir circuler des produits d'importation non conformes, les industriels européens montent au créneau. Plusieurs fédérations commencent à se concerter pour sensibiliser la Commission européenne et les autorités nationales à la question de la surveillance des normes. Le problème ? Dans plusieurs secteurs, l'Europe ne ferait pas le nécessaire pour vérifier que les réglementations qu'elle émet sont bel et bien respectées. Au détriment, non seulement du consommateur final, mais aussi des entreprises qui investissent massivement pour mettre leurs produits en conformité.

Cette crainte est particulièrement vive chez les fabricants européens d'instruments de pesage. On retrouve leurs produits dans les laboratoires, les activités d'extraction, la logistique ou encore les chaînes de production dans la grande consommation. Leur syndicat à l'échelle européenne, le Cecip, a pris au hasard un échantillon de produits importés, et le constat est sans appel : sur 37 produits étudiés, 36 ne respectaient pas les normes ! « La réglementation est très stricte sur le pesage, parce que cette activité est à la base de nombreuses industries », explique Valentina Mauri, déléguée générale du Cecip, qui précise que ces tests ne relèvent pas d'une « accusation » mais visent à « alerter les autorités de surveillance. » Selon le Cofip, l'antenne



Les produits importés représenteraient environ 80 % du marché français des instruments de pesage industriel.

française du Cecip, les produits importés, souvent en provenance de Chine, représenteraient environ 80 % du marché hexagonal dans le pesage.

Surveillance insuffisante

Il existe bien dans l'Union européenne des organismes pour certifier les produits lors de leur commercialisation, mais la surveillance après la mise sur le marché serait insuffisante, d'après le Cecip. « Les industriels chinois pratiquent ce que l'on appelle le "golden sample". Ils obtiennent la certification grâce à un échantillon de produits de bonne qualité, mais ce qu'ils livrent derrière ne correspond pas à cet échan-

de métrologie n'a pas souhaité tenir compte des tests du Cecip, car il en conteste la méthode. L'argument mis en avant : « Ces tests n'ont pas été réalisés en conformité avec la réglementation française. » L'autorité rejette également les critiques des industriels, selon lesquelles elle manquerait de moyens pour faire ses prélèvements.

Le secteur du pesage n'est pas le seul concerné. D'autres initiatives émergent par exemple des fabricants de machines agricoles ou de BTP. Dans un récent rapport, le Comité économique et social européen (Cese), organe consultatif de l'Union européenne, avait d'ailleurs recommandé que le respect des normes bénéficie de plus d'attention dans ces branches, où les producteurs des pays à bas coût gagnent de plus en plus de terrain.

Dans le matériel électrique, les entreprises sont elles aussi confrontées à l'afflux de produits chinois difficiles à contrôler. « Nous travaillons beaucoup avec la DGCCRF et les Douanes pour former les fonctionnaires sur le terrain », explique Olivier Gainon, délégué général de l'Ignes, le syndicat du secteur.

Pour les produits de grande consommation, les problèmes viennent souvent du marquage « CE » pour « conformité européenne », qui est purement déclaratif. « China export », ironise un professionnel du secteur.

INGRID FRANÇOIS

PHARMACIE

Stallergenes sanctionné en Bourse

Revers pour Stallergenes. Le laboratoire a été lourdement sanctionné en Bourse après l'annonce de l'arrêt d'une étude clinique portant sur des traitements pour enfants. L'action du spécialiste de l'immunothérapie a clôturé hier en baisse de 6,86 %, à 54,02 euros, après que le groupe a été contraint d'interrompre ses tests sur une version pédiatrique de son produit Actair.

Un comité d'experts a en effet noté que « la population de l'étude présentait des symptômes insuffisants pour permettre une différenciation entre les patients recevant Actair et ceux recevant le placebo », explique le laboratoire, ajoutant qu'« Actair a été bien toléré ». La nouvelle a été diversement appréciée par les analystes : Pierre Corby d'Aurel BCG estime que cette décision « ne remet pas en cause l'efficacité et la sécurité du traitement chez l'enfant », alors que Guillaume Cuvillier de Gilbert Dupont a abaissé son opinion sur l'action Stallergenes à « alléger » contre « acheter ».

Le médicament, destiné aux patients atteints de rhinite allergique aux acariens, fait l'objet d'une nouvelle étude, dont les résultats seront connus au cours du deuxième trimestre 2012. Quant au dossier d'homologation qui doit être déposé au troisième trimestre en Allemagne (première étape d'une procédure européenne en reconnaissance mutuelle), il sera exempt de l'indication pédiatrique. Stallergenes a annoncé que le sujet d'Actair serait abordé mercredi prochain, à l'occasion de la publication du chiffre d'affaires du premier semestre.

L. BO.

GLOBAL INVESTMENT BANKING*

PRADA

MILANO

DAL 1913

PRADA S.p.A.

Via A. Fogazzaro n. 28, Milan
RCS Milan, Italie - 10115350158

Nous sommes heureux d'accompagner nos clients entreprises dans toutes les étapes de leur développement.

Introduction en bourse sur le Hong Kong Stock Exchange**,
Coordinateur Global, Teneur de Livre, Sponsor :

CRÉDIT AGRICOLE
CORPORATE & INVESTMENT BANK

CRÉDIT AGRICOLE GROUP

CRÉDIT AGRICOLE
CORPORATE & INVESTMENT BANK

www.ca-cib.fr

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank S.A. 9, quai du Président Paul Doumer 92920 Paris La Défense Cedex. Capital social de € 775 271 784 €. SIREN 504 187 701 RCS NANTERRE. Etablissement de crédit agréé et supervisé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel en France, cet avis n'apparaît qu'à titre d'information.

* Banque d'Investissement Globale

** Bourse de Hong Kong